

# Jorge Martinez Pizarro

## « Désigner les migrants vénézuéliens comme une menace est irresponsable »

En Amérique latine, les flux migratoires ont toujours existé. Prétendre qu'ils constituent des événements imprévisibles ou inquiétants, soutient le démographe, c'est occulter les crises du capitalisme ou celles des démocraties dans un monde marqué par les inégalités

### ENTRETIEN

**D**émographe et géographe chilien, Jorge Martinez Pizarro travaille au Centre latino-américain et caribéen de démographie de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, un organisme qui dépend des Nations unies. Coauteur, en 2016, du rapport « Nouvelles tendances et dynamiques migratoires en Amérique latine et dans les Caraïbes », il porte un regard critique sur les politiques de restriction qui jouent sur les peurs primitives des communautés locales et se contentent de réponses simplistes, quand ces flux pourraient être perçus comme une opportunité pour les pays d'accueil.

**Avec 1 million de migrants dans les années 1980, le Venezuela était le deuxième territoire d'immigration, après l'Argentine, du sous-continent. Quand la tendance s'est-elle inversée ?**

Le Venezuela était un pays attractif pour les migrants jusqu'à la fin des années 1990, grâce au boom pétrolier qui avait entraîné une offre de travail abondante et des conditions de vie qui rappellent celles dispensées par certains pays arabes du Moyen-Orient. La crise économique a ensuite poussé les Vénézuéliens à partir en masse [en particulier depuis 2015], suscitant une grande incertitude chez les gouvernements des pays d'accueil sur la réponse à apporter à ce flux.

**La Colombie, l'Équateur ou le Pérou ont pris des mesures restrictives en exigeant des migrants vénézuéliens qu'ils soient porteurs d'un passeport...**

Chaque pays est souverain pour apporter les réponses qu'il juge pertinentes, mais l'histoire montre que les mesures de restriction n'ont jamais fonctionné. Il existe des ac-

cords régionaux et internationaux qui soulignent la nécessité de coopération entre pays et d'inclusion sociale des migrants.

En ce sens, l'Amérique latine a beaucoup progressé. La plupart des pays de la région ont adhéré au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, ratifié en juillet à l'ONU et qui sera adopté lors d'une conférence internationale à Marrakech, les 10 et 11 décembre [seuls les États-Unis et la Hongrie n'y ont pas adhéré]. Ce pacte contient 23 objectifs qui portent, entre autres, sur le coût des transferts d'argent aux familles restées au pays, les droits humains, l'intérêt supérieur de l'enfant. Il y a encore un autre instrument dont l'application est nécessaire : l'Agenda 2030 de développement durable pour éradiquer la pauvreté, lutter contre les inégalités et donner plus de droits et de libertés, notamment aux migrants.

**Que penser des violences racistes à l'encontre de migrants observées dans l'État brésilien de Roraima, à la frontière avec le Venezuela, ou contre des Nicaraguayens au Costa Rica ?**

Ces violences sont préoccupantes. Elles ont pour origine la peur qu'engendre l'augmentation actuelle du nombre de migrants. Il suffit de regarder ce qu'il se passe en Europe, avec les images de frontières fermées, de barbelés, de refoulements, d'enfants morts sur les plages, pour constater que ces réactions sont, hélas, courantes. Il existe un certain primitivisme dans la réponse des communautés locales qui se sentent menacées d'« invasion ».

Les gouvernements doivent prendre d'urgence des mesures d'inclusion des migrants, en amont, pour empêcher ces comportements et faire comprendre que les demandeurs d'asile ou les personnes forcées à émigrer ne vont pas priver les populations locales de leurs ressources. Les flux migratoires ont toujours existé et continueront d'exister : ils sont constitutifs de l'histoire de notre région. Il est inutile de s'alarmer, comme s'il s'agissait d'événements imprévisibles.

**Avec 2,6 millions de migrants vénézuéliens en quatre ans, dont 1,6 million depuis 2015, peut-on parler de crise migratoire dans le cas du Venezuela ?**

On parle beaucoup de « crises migratoires », comme si la migration mettait les sociétés en danger. Les migrations sont plutôt des « crises du capitalisme », voire « des crises des démocraties », dans un monde mar-

qué par les inégalités criantes entre pays, et au sein même des pays. Les réponses à ces crises ont été simplistes comme la construction de murs, plus symboliques qu'autre chose. Il me semble donc délicat de parler de « crise migratoire » en tant que telle, même dans le cas du Venezuela.

**Faut-il s'inquiéter de la politisation du sujet, avec des mouvements tels que l'extrême droite de Jair Bolsonaro au Brésil, ou des formations comme Los Peruanos Primero (« les Péruviens d'abord ») ?**

Lelio Marmora, sociologue argentin spécialiste des migrations, a dit que les politiciens qui cherchent des thèmes de campagne et des moyens de convaincre les électeurs ont trouvé avec les migrations un argument privilégié : les « crises migratoires » représentent une menace à laquelle ils seraient les plus à même de remédier. Or, en Amérique latine, les femmes sont souvent majoritaires parmi les migrants. Cela provient d'une division genrée du travail, et du fait qu'une grande partie des offres d'emploi est liée aux services à la personne, des postes plutôt attribués aux femmes. Par ailleurs, les flux récents en provenance d'Amérique centrale ont montré une augmentation du nombre d'enfants et d'adolescents. On peut alors s'interroger sur la « menace » que peuvent représenter pour les pays d'accueil des femmes, des enfants et des adolescents. Désigner les migrants vénézuéliens, ou autres, comme une menace est léger et irresponsable.

**Quelles sont les caractéristiques historiques des mouvements migratoires en Amérique latine ?**

On peut distinguer plusieurs grands mouvements migratoires : les immigrations venues d'outre-mer, l'émigration de Latino-Américains hors du sous-continent, les migrations intrarégionales, qui sont actuellement en augmentation, et le retour des migrants.

Les premières sont les immigrations venues notamment d'Europe, mais aussi d'Asie et d'Afrique – dans ce dernier cas, il s'agit le plus souvent de migrations forcées liées à l'esclavage. Cette migration, principalement espagnole, italienne et portugaise, a été très importante pour les pays qui bordent l'océan Atlantique et a laissé de profondes traces dans les institutions, l'éducation et l'exercice même de la démocratie. Aujourd'hui, de par ces origines, de nombreux Latino-Américains possèdent la double nationalité et un passeport européen qui leur permet de vivre en Europe, s'ils le désirent.

Depuis un quart de siècle, nous assistons à un nouveau phénomène d'émigration des populations latino-américaines, en particulier depuis le Mexique et le triangle nord de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Salvador), surtout vers les États-Unis et l'Espagne. Mais celui-ci a diminué vers la fin des années 2000, à cause de la crise économique dans ces deux pays et des mesures de restriction face aux migrants.

**Combien de Latino-Américains vivent-ils hors de leur pays d'origine ?**

Nous estimons qu'ils sont entre 30 millions et 32 millions, ce qui correspond à



« Combustión I - Arde Venezuela » (« Combustion 1 - Le Venezuela brûle », 2018), d'Horacio Zabala.  
HENRIQUE FARIA FINE ARTS

**Horacio Zabala**  
Né en 1943 à Buenos Aires, Horacio Zabala a étudié l'architecture avant de se consacrer à la peinture. En 1972, il fait partie du « groupe des 13 », un mouvement rassemblant des artistes en lutte contre la censure, ce qui leur vaudra, en 1975, un prix décerné par l'ONU. Il publie également des essais sur l'art et devient curateur d'expositions. Quand la dictature militaire s'empare de l'Argentine, en 1976, il prend la route de l'exil. Pendant vingt-deux ans, il vit à Rome, Vienne, puis Genève. A son retour à Buenos Aires, en 1998, Horacio Zabala est devenu un artiste réputé. Incluant photos, photocopies, cartographies, ready-mades, textes, installations... son travail explore le contexte social et esthétique de l'information et de la fiction.

Ses œuvres sont présentes dans de nombreux musées et collections. Celle représentée ci-dessus a été montrée pour la première fois, cette année, lors de l'exposition « For Freedoms », organisée pour la défense de la liberté et la démocratie au Venezuela.

4 % de la population totale de l'Amérique latine et des Caraïbes. La moitié d'entre eux vivent aux États-Unis. Dans 40 % des cas, il s'agit de Mexicains.

**A quoi l'augmentation de la migration intrarégionale est-elle due ?**

Elle est en partie liée aux restrictions d'entrée que les pays du Nord – États-Unis et Espagne surtout – ont commencé à appliquer. Les migrants se sont donc tournés vers les pays voisins. Peut-être aussi parce que les pays latino-américains ont créé des unions régionales, avec des accords migratoires facilitant les déplacements, comme le Mercosur [Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay dans un premier temps, puis Venezuela et Bolivie en cours d'adhésion, ainsi que six autres États associés], la Communauté andine [Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et cinq États associés] ou la Communauté caribéenne [quinze pays membres et cinq associés].

Ces dernières années, nous assistons à une expansion de la migration en provenance d'Haïti [le nombre d'Haïtiens vivant dans un autre pays a augmenté de 400 % entre 2000 et 2010], surtout vers le Chili, et en provenance du Venezuela [plus 100 % entre 2000 et 2010, sans compter l'émigration massive à partir de la crise économique de 2015].

**Ce chiffre de 32 millions de Latino-Américains vivant hors de leur pays est-il constant ?**

Non. Il y a dix ou quinze ans, on en comptait moins de 30 millions. La raison est d'abord démographique, avec de plus en plus de jeunes constituant le gros des flux migratoires. Il est probable que ces flux et le potentiel migratoire diminuent au fur et à mesure du vieillissement des populations latino-américaines, à la manière des populations européennes – un phénomène que connaît déjà l'Uruguay.

Un autre facteur de l'augmentation de cette émigration est dû à l'attractivité des pays en croissance économique, offrant de meilleurs salaires, et où se constituent des communautés de personnes originaires d'autres pays. Se forment alors des réseaux où circule l'information sur les meilleures opportunités.

**Les femmes migrantes courent-elles le risque de tomber dans des réseaux de traite ?**

C'est certain, des études le montrent. Les traversées migratoires, d'une manière générale, exposent aux plus grands dangers. Cependant, la plus grosse partie des flux migratoires obéit à des processus qui ne sont pas liés à la traite.

Il faut aussi souligner que les migrants ont souvent un niveau d'éducation plus élevé que les populations des pays d'accueil. Mais ils se retrouvent à travailler, surtout les premières années suivant leur arrivée, dans des métiers à faible productivité pour lesquels ils sont surqualifiés. Les migrations devraient être vues comme une opportunité pour les pays d'accueil de mettre à profit ces populations migratoires, et non comme un problème. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANGELINE MONTOYA



CEPAL